

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1913

Proposition de loi revisant la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

En ouvrant, le 28 janvier 1903, la discussion générale du projet de loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, M. Francotte, alors Ministre de l'Industrie et du Travail, disait : « ... Je me suis convaincu de cette seconde vérité que, nulle part, dans aucun pays, on n'est arrivé en une seule étape au terme de la tâche, que nulle part on n'a réussi à élaborer en un seul jour la législation réparatrice des accidents. Partout il a fallu s'y reprendre à plusieurs fois, et je me suis convaincu, et c'est la leçon de résignation que j'ai tirée de cette étude historique, qu'il n'était pas possible de légiférer sur les accidents du travail sans des expériences conduites avec prudence, sans des essais répétés, sans un grand esprit de conciliation, sans une grande disposition à la transaction et aux concessions. Voilà, Messieurs, ce que j'ai lu dans l'histoire, et je crois que la leçon était bonne à indiquer.

« Messieurs, la voie s'ouvre devant nous. C'est une voie où l'on nous appelle depuis longtemps, et où il n'est pas un seul d'entre nous qui ne soit décidé à y entrer résolument, mais je pense aussi qu'il n'est pas non plus un seul d'entre nous qui puisse s'en dissimuler les obscurités et les périls. Et à ce propos, je voudrais, dès l'abord, rendre la Chambre attentive à cette considération que tout pas fait en avant dans la voie où nous nous engageons serait un pas décisif et irrévocable : quoi qu'il arrive dans le domaine où nous allons légiférer, les retours en arrière seront désormais impossibles. *L'avenir nous forcera peut-être à avancer encore...* »

Les députés socialistes, au cours de la discussion se sont efforcés de faire admettre une conception plus large de la réparation, précisément parce qu'ils prévoyaient cet avenir, parce qu'ils sentaient très bien que la classe ouvrière ne se contenterait pas de demi-mesures. Mais ils ne furent pas toujours les plus forts et c'est pour cela, qu'après avoir bataillé courageusement

pour faire entrer dans la loi toutes les dispositions qu'ils considéraient comme essentielles, ils s'abstinrent au vote sur l'ensemble parce qu'ils considéraient la loi insuffisante.

L'avenir nous forcera peut-être à avancer encore, disait M. Francotte. Nous espérons que tous les membres de la Chambre comprendront, maintenant que neuf années d'application ont permis à tous d'en observer les défauts et les imperfections, que la prophétie de l'ancien Ministre de l'Industrie et du Travail doit se réaliser. Il est nécessaire que nous avancions dans la voie ouverte en 1903. Et c'est dans ce but que je propose la revision de la loi.

C'est l'expérience acquise qui me fournira l'exposé de mes motifs. En ma qualité de président de la Fédération des Mineurs du Centre, je préside également « l'Office des accidents du travail », institué au sein de celle-ci dans le but de donner aux ouvriers blessés tous les conseils utiles et de les assister lorsqu'ils ont des contestations avec les compagnies d'assurances, les caisses communes ou les industriels qui se sont fait leurs propres assureurs. Depuis sa création, cet « Office des accidents du travail » a donné plus de 3,000 consultations, et le total en capital, des augmentations accordées, grâce à son intervention, aux victimes d'accidents, s'élève à plusieurs centaines de mille francs.

Or, les mineurs du Centre ne sont pas les seuls ayant institué semblable organisme de défense. Dans cette région, les métallurgistes, les carriers et les verriers ont créé des institutions semblables, et partout où il existe maintenant des associations professionnelles sérieuses, je crois pouvoir affirmer qu'il existe également des œuvres de défense en faveur des accidentés.

Eh bien, partout les griefs formulés sont les mêmes.

L'application à tous les travailleurs.

Nous ne pouvons concevoir que la loi laisse dans l'insécurité toute une catégorie importante de travailleurs; et cela justifie suffisamment notre article 1^{er} nouveau.

Le délai de carence.

Tous les secrétaires des fédérations de métiers s'occupant de donner des conseils aux ouvriers blessés sont d'accord pour reconnaître que si, dans la pensée du législateur, le délai de carence a pour objet d'empêcher la fraude, tel qu'il existe, c'est-à-dire avec effet rétroactif, il va plutôt à l'encontre du but pour lequel il a été imaginé.

En effet, quel est l'ouvrier qui, ayant chômé pendant six ou sept jours par suite d'un accident, et enfin n'ayant plus à chômer qu'un jour ou deux pour être en droit de toucher huit indemnités, consentirait à reprendre son travail avant le huitième jour expiré? S'il en est, ils sont rares, et on ne peut raisonnablement leur faire un grief d'essayer de corriger une injustice légale, alors qu'il suffit de sept à huit jours de salaire perdu pour les acculer à la gêne eux et les leurs.

Il serait intéressant de connaître la proportion des incapacités de huit, dix ou douze jours et celle de moins de huit jours, depuis l'application de la loi du 24 décembre 1903.

Il en résulterait — nous en avons la conviction — que le délai de carence avec effet rétroactif a servi la fraude et la stimulation au lieu de les empêcher.

Si aucun délai n'existait, l'ouvrier qui se sentirait à peu près capable de reprendre son travail s'empresserait d'y retourner, certain qu'il serait de toucher le nombre exact de ses journées perdues.

Que ceux qui voudraient contester cette opinion se mettent un instant dans la situation de l'ouvrier arrivé à son septième jour de chômage et certain de tout perdre s'il rentre, ou de toucher huit ou neuf demi-journées s'il se repose un jour de plus. Qu'on supprime donc le délai de carence.

Les ouvriers y trouveront leur compte, les industriels, un personnel plus nombreux en période de surproduction, et les assureurs se dédommageront suffisamment des petites indemnités de deux ou trois jours qu'ils auront à verser par des indemnités plus élevées qu'ils ne verseront plus.

L'indemnité portée à 75 p. c.

Déjà, dans la longue discussion qui a précédé le vote de la loi que nous proposons maintenant de reviser, plusieurs de mes collègues de la gauche ont montré que la fixation de l'indemnité à 50 p. c. avec le mode de calcul admis ne donnerait pas aux victimes d'accidents du travail ou à leurs familles — en cas de mort — la possibilité certaine d'échapper à la misère. J'insiste sur ce fait que ceux qui sont les vaillants artisans de notre richesse nationale ne doivent pas être plongés dans la détresse constante. Ils ont droit à plus d'humanité. D'ailleurs le dommage moral, les souffrances auxquelles la loi actuelle n'apporte aucune réparation, ne justifient-ils pas l'augmentation que nous proposons ?

Mais les industriels pourront objecter que les charges de l'assurance seront trop élevées. Eh bien, je me tourne alors vers l'État et je lui demande : « Pour ceux qui, humbles et courageux, travaillent dans des conditions misérables pour faire la grandeur et la force de la société, ne trouverez-vous rien afin de leur venir en aide ? » Oui ; si les industriels ne peuvent supporter entièrement les frais nécessités par une augmentation de l'indemnité, que l'État intervienne et prouve son respect pour notre admirable classe ouvrière ?

Mais il est une considération qui a jusqu'ici été méconnue et qui mérite la sympathique attention des Pouvoirs publics. Jusqu'à présent, les ouvriers blessés ont reçu, pendant leur période d'incapacité, une dépréciation de 50 p. c. Cette réparation s'explique pour les cas ordinaires, mais quand la victime sera totalement dévalorisée et nécessitera, en raison de la gravité de son cas, l'aide des siens ou d'autrui, l'indemnité sera de 100/100. Ainsi, un malheureux souffrant de brûlures aux deux yeux devrait être considéré comme aveugle et recevoir 100/100 pendant la période de dévalorisation totale. De même, l'homme temporairement atteint de lésions graves des

deux bras; de commotion cérébrale amenant l'inconscience totale temporaire; de lésions de l'épine dorsale amenant l'incapacité totale et nécessitant le repos absolu et autres cas similaires.

*Des frais médicaux et pharmaceutiques. — Du libre choix
du médecin et du pharmacien.*

Tous ceux qui ont eu à s'occuper de la loi sur la réparation des accidents du travail, afin de lui faire donner le maximum en faveur des travailleurs, sont unanimes à déclarer que les législateurs de la majorité gouvernementale ont commis un véritable crime en ne laissant pas aux accidentés le libre choix du docteur qui les traitera.

Nous pourrions citer des exemples très nombreux. Nous en signalerons simplement quelques-uns :

Aux charbonnages de H..., un ouvrier occupé depuis 29 ans et blessé à l'épaule; il sollicite et obtient un *billet de blessé*. Mais huit jours après, alors qu'il souffrait encore beaucoup, le médecin du charbonnage, un homme qui voit dans tout blessé un fraudeur, veut le faire travailler au fond. Le blessé proteste; mais, par esprit de conciliation, il propose de faire une besogne moins dure en attendant une guérison complète. On admet sa demande et on lui alloue l'indemnité calculée sur le salaire qu'il perdait chaque jour, puisque son nouveau travail ne lui permettait pas de gagner autant qu'auparavant.

Mais, peu après, le médecin exige qu'il continue son métier au fond. Le malheureux souffrait plus qu'auparavant, car le travail assez facile auquel il s'était livré pendant toute une semaine avait aggravé son mal. Néanmoins, puisque le médecin prétendait malgré tout qu'il était guéri, il descendit le lundi à la fosse, mais il ne put plus y aller le mardi, tellement il souffrait.

Il alla se plaindre à la direction bien poliment... et il fut renvoyé.

Cet homme avait quitté le syndicat depuis six mois, et cela pour une futile question personnelle. Il s'en repentait bien par la suite, car il ne put trouver personne pour l'aider à faire valoir ses droits.

Il trouva bien un avocat, mais celui-ci se désintéressa de son affaire parce que absorbé par des questions plus importantes.

Le même médecin voulant un jour faire reprendre le travail à un syndiqué, une expertise contradictoire eut lieu avec notre docteur-conseil, et il fut convenu qu'on laisserait le blessé tranquille pendant un certain temps. Il toucha encore ses indemnités pendant six nouveaux mois, et alors il obtint 60 p. c. de dépréciation et un emploi facile.

Une autre fois, nous parvient un mot urgent : « Venez vite, J. D., à Bellecourt, est en danger de mort par suite de son accident. » L'état du blessé, en effet, était très grave. Mais le docteur-conseil fut prévenu aussitôt, et alors le docteur-traitant dut faire le nécessaire. Aujourd'hui ce camarade est guéri, et il est prouvé que c'était bien le résultat d'un accident du travail; on n'avait même pas voulu lui délivrer un billet de blessé.

Donc, grâce à l'intervention de notre « Office des Accidents », cet homme

est sauvé d'une mort presque certaine, et il a en même temps la certitude d'être indemnisé.

Nous pourrions multiplier les cas prouvant que le libre choix du médecin doit être réclamé impérieusement.

Nous citerons encore le cas d'un ouvrier blessé à l'œil et condamné à rester borgne, déclare le médecin-traitant. Cependant, le malheureux espère encore, et il choisit librement un médecin qu'il va consulter à Bruxelles ; mais en vain, la guérison n'est pas possible.

La Compagnie profite de ce qu'il a transgressé la loi pour ne lui accorder que 12 1/2 p. c. au lieu de 33 p. c. 12 1/2 p. c. donne une allocation annuelle de fr. 108.50. 33 p. c. aurait donné annuellement fr. 287.60, soit une perte par an de fr. 178.60 ; supposons qu'il vive encore vingt ans, il aura perdu 2,572 francs, alors qu'il voulait tenter de sauver son œil et de faire profiter la Compagnie en même temps, puisqu'elle n'aurait pas eu de rente à payer, le médecin choisi par lui lui conservant l'organe blessé.

Cette nécessité s'impose d'autant plus que s'il est des ouvriers assez prévoyants pour se syndiquer et avoir droit ainsi à l'aide de leurs associations, il en est de très nombreux encore qui sont livrés sans défense aux médecins désignés par les patrons et trop souvent prêts à voir avant tout l'intérêt de l'assureur, alors que c'est surtout la malheureuse situation du blessé qui devrait être l'objet essentiel de leurs préoccupations.

Je ne leur fais pas cependant un grief de cette situation malheureuse. Avec notre collègue. M. le Dr René Branquart, le médecin-conseil de la Fédération des Mineurs du Centre, j'explique cela par les considérations suivantes, qu'il émettait dans un intéressant rapport adressé aux syndicats en 1908 :

« Les grands industriels et les puissantes compagnies d'assurances, devenus tout à coup les dispensaires du travail médical, se sont fait d'instinct un devoir de protéger et d'avantager les médecins qui leur offraient le plus de garanties de sécurité.

» Pour tous ces exploitateurs, il était préférable de voir le médecin, ami du patron, entrer chez le blessé, que d'y voir pénétrer le médecin, ami du blessé.

» Pour obtenir ce résultat, on n'a pas reculé devant un attentat à l'une de nos plus précieuses libertés : la liberté de confiance. Le docteur de la compagnie d'assurances peut vous déplaire, avoir perdu votre confiance ; vous êtes obligé d'obéir à ses ordres et de suivre scrupuleusement ses prescriptions, sous peine de risquer la déchéance de vos droits !

» Ainsi, le médecin est devenu la chose du patron, de l'industriel, du capitalisme. Rares, trop rares, hélas ! sont ceux qui osent aujourd'hui prendre résolument en main la cause des ouvriers blessés, car ils craignent, en défendant les droits des pauvres, de s'aliéner la sympathie de la clientèle des riches ; ils appréhendent avec raison de se voir couper les vivres et retirer la clientèle — toujours rémunératrice — des grands industriels et des puissantes compagnies. »

Après avoir montré longuement la situation bien souvent difficile des

médecins obligés de compter sur une clientèle assurée pour vivre, M. le Dr Branquart continue :

« Aujourd'hui, personne n'oserait bouger. Ecrasés par la nécessité, ils subissent ce qu'ils n'ont pu empêcher ; ils tâchent d'obtenir les emplois accordés par les capitalistes et ils souffrent en silence, persuadés qu'ils seraient brisés, s'ils osaient marcher contre ceux qui leur fournissent du travail et une certaine considération.

» En enlevant à l'ouvrier la liberté de choisir son médecin, la loi a donc commis une double infamie : Elle a porté atteinte à la liberté d'un malheureux qui, en ces pénibles heures de souffrances, devrait au moins trouver à son chevet un ami et un homme de confiance ; et elle a porté une main sacrilège sur une profession libre et respectée jusqu'ici : la profession médicale.

» Ainsi, l'ouvrier blessé n'a pas plus le droit de choisir son médecin, que le cheval du fermier n'a celui de choisir son vétérinaire. Ainsi, également, le médecin sait qu'il doit marcher et se taire devant les pires abus s'il ne veut pas être frappé dans ses moyens d'existence. Il en résulte, croyez-le, beaucoup de misère et d'ennuis pour la classe ouvrière et de nombreux dévouements scandaleusement ravis à la démocratie. »

J'ai montré plus haut, par des exemples que j'aurais pu multiplier, que ce qui est exposé par le Dr Branquart quant au manque de liberté des médecins désignés par les compagnies et les grands industriels, est absolument exact. J'ajoute qu'il ne se trouvera pas une seule association professionnelle sérieuse pour se déclarer en faveur des stipulations actuelles de la loi en cette matière.

Mais là où les médecins imposés par les compagnies, les caisses communes ou les industriels ont la partie belle, c'est lorsqu'il s'agit de la hernie. Presque toujours ils concluent à une hernie n'étant pas le résultat d'un effort — au travail — qui dépasse la moyenne ordinairement envisagée d'un ouvrier dans l'exercice normal de sa profession.

Que peuvent bien faire les ouvriers ? Souvent ils acceptent les conclusions du docteur et ils supportent les frais élevés d'opération et d'hospitalisation. En plus, ils perdent toute indemnité.

Je n'insiste donc plus sur la nécessité, réclamée par tous les ouvriers, d'insérer dans la loi que la victime a le libre choix de son médecin.

Quant au libre choix du pharmacien, il semble le corollaire indispensable. C'est à ceux en qui la victime d'un accident a confiance qu'il doit pouvoir s'adresser. Et la rédaction de notre texte permet aux assureurs de ne pas être les victimes de ceux qui prétendraient faire payer trop chers leurs fournitures.

Quant à la mise à charge des assureurs des frais d'hospitalisation, elle se justifie parce qu'il est prouvé que certaines blessures seraient guéries plus rapidement et mieux si les ouvriers étaient traités dans les cliniques. Donc l'assureur y gagnerait, puisque le nombre de journées à indemniser serait moins élevé et que la gravité de la dépréciation serait souvent moins grande.

Mais il est impossible au blessé de se faire soigner à la clinique si les frais d'hospitalisation sont à sa charge.

Nous signalons également comme absolument injuste cette prescription de la loi fixant à six mois la durée des secours qui doivent être payés par la compagnie assureuse.

Certes, les accidents nécessitant encore les soins du médecin, et les services du pharmacien après 6 mois sont assez rares. Il n'en est pas moins vrai que nous avons vu le fait se produire plusieurs fois, et qu'il est souverainement malheureux pour celui qui, depuis 180 jours, ne touche plus qu'un demi-salaire, de devoir encore payer, par la suite, les notes du docteur et du pharmacien.

D'ailleurs, parce que les accidents de ce genre sont assez rares, c'est précisément un argument militant en faveur d'un changement à la loi, changement qui aurait pour but de ne fixer aucune limite à la durée des secours médicaux et pharmaceutiques.

Indemnités de funérailles.

La loi fixe 75 francs comme indemnité de funérailles. N'est-ce pas dérisoire? Nous demandons 175 francs comme un minimum. Se figure-t-on bien quelles sont les dépenses nécessitées lorsqu'un membre de la famille meurt par suite d'un accident? C'est, pour les membres de la famille qui travaillent, la perte de plusieurs journées de travail; c'est la dépense pour le cercueil, pour les lettres de faire part; c'est tout ce qu'il faut dépenser pour fournir aux membres de la famille les modestes habits de deuil; c'est l'ensemble des menus frais. Et tout cela s'élève bien au-dessus de 175 francs.

Les rentes aux héritiers.

Je propose d'augmenter le taux de la rente aux ayants droit pour les raisons développées déjà lorsque nous avons justifié la nécessité de donner 75 p. c. aux blessés. Et je supprime le mot soutien, parce que je veux qu'il y ait toujours réparation. Sinon, les assureurs ergotent sur le mot soutien, se livrent à toutes sortes de manœuvres qui ont pour but de frustrer les malheureux parents.

Je pourrais citer bien des cas relevés, mais je préfère rappeler ici certains passages d'une dépêche ministérielle, en date du 20 novembre 1906. Elle condamne des agissements semblables à ceux que je dénonce; c'est donc la preuve que d'autres faits que ceux qui nous ont été signalés ont été portés à la connaissance du ministre compétent.

Que dit cette dépêche adressée à des compagnies d'assurances agréées? Voici :

« L'enquête à laquelle il a été procédé par le service du contrôle relativement à la façon dont vous avez réglé les sinistres... (suit l'indication des noms des victimes mortes des suites de ces sinistres) a révélé à charge de votre Compagnie des *faits très graves*.

Ces sinistres ont donné lieu à la conclusion de transactions manifestement contraires à la loi et dont *la nullité n'est pas discutable*. Vous avez, il est vrai, dans les déclarations que vous avez faites le... aux fonctionnaires délégués au contrôle, prétendu que les sommes qui ont été payées aux ayants droit des victimes dans les cas dont il s'agit, constituaient, de votre part, de pures libéralités, puisque vous aviez estimé que ces cas ne tombaient point sous l'application de la loi du 24 décembre 1903. Abstraction faite de toute autre considération, cette allégation ne pouvait être prise au sérieux en présence de l'importance des prétendues libérations accordées par vous dans plusieurs des affaires en question. Les pièces que vous m'avez communiquées en suite de ma dépêche du... ne laissent pas aujourd'hui le moindre doute à cet égard.

En tenant aux fonctionnaires chargés de l'enquête le langage que je viens de rappeler, *vous avez avancé une contre-vérité*. Il résulte, en effet, des pièces susvisées, que le règlement des sinistres incriminés n'a eu lieu qu'à la suite de longues négociations, dans lesquelles votre Compagnie ou ses agents se sont efforcés *d'acheter le désistement des ayants droit par l'appât d'une somme immédiatement payée et dont l'import a parfois été majoré à la suite de surenchères successives*. Il y a, en d'autres termes, *de véritables marchandages en vue d'arriver coûte que coûte à des transactions favorables à votre Société, mais préjudiciables aux ayants droit*. »

Ceci confirme donc ce que j'avance et justifie ma proposition de supprimer toute possibilité de spéculer sur la misère et sur l'ignorance des malheureux.

De plus, il ne faut pas que la mort d'un ouvrier dangereusement blessé puisse être souhaitée parce qu'il n'est pas soutien.

Et puis, est-il juste de dire aux parents d'un enfant tué au travail qu'ils n'auront rien parce que celui-ci ne gagnait rien encore, ou tout au moins parce que, gagnant un tout petit salaire, il n'était cependant pas considéré comme leur soutien? Plus tard, n'auraient-ils pas eu besoin de son aide matérielle? Et faut-il ne rien accorder à ceux qui, moralement, sont cruellement atteints?

C'est pour toutes ces raisons qu'il faut qu'il y ait toujours constitution de rente en cas d'accident mortel.

Carnet de paie.

Je veux que la loi oblige le patron à remettre à ses ouvriers le carnet de paie sur lequel seront inscrites les diverses sommes leur payées chaque quinzaine ou chaque semaine. Bien souvent des travailleurs sont dans l'impossibilité absolue de calculer les indemnités auxquelles ils ont droit, faute des documents nécessaires. Cette situation énerve les malheureux.

Tandis que quand les victimes d'accidents du travail seront en possession de leur carnet de paie, elles pourront immédiatement calculer leur salaire de base, fixer exactement le montant de leur indemnité journalière et, plus tard, celui de la rente, s'il y a dépréciation.

Le carnet de paie sera d'un plus grand secours encore aux héritiers de celui qui aura succombé par suite de sa blessure.

Les apprentis et les jeunes ouvriers.

Ce sont ceux qui méritent le plus d'intérêt. Est-il juste qu'un enfant de 14 ans, estropié pour toute sa vie, soit condamné à voir calculer le taux de sa dépréciation sur un salaire de base infime ? Combien y a-t-il de demi-ouvriers gagnant des salaires très bas, en attendant une connaissance plus grande du métier ?

Ceux-là doivent-ils être plus malheureux que toutes les autres victimes d'accidents du travail, parce qu'ils auront payé plus jeunes leur tribut à l'industrie meurtrière ?

C'est cela qui soulève les plus acerbes critiques de la classe ouvrière et je dis qu'elles sont bien justifiées.

L'assurance obligatoire et par l'État.

L'application de la loi à tous les travailleurs justifie notre demande, en dehors de tous les arguments qui ont déjà été fournis jusqu'à présent.

Les compagnies à primes fixes, guidées par leur esprit de gain, par la nécessité des dividendes à accorder, sont un danger pour les ouvriers blessés.

C'est, d'ailleurs, le vœu émis par tous les Congrès ouvriers, que de voir reprendre les propositions de mon éminent collègue Hector Denis.

Les changements que je voudrais voir apporter à la loi du 24 décembre 1903 répondent aux aspirations de la classe ouvrière. C'est l'expérience de neuf années qui m'a guidé dans l'élaboration de ce projet de revision. Les considérations que j'é mets dans cet exposé des motifs s'inspirent des idées de justice sociale, et toutes les organisations professionnelles sérieuses du pays admettent, j'en ai la certitude, ma manière de voir.

JULES MANSART.

PROPOSITION DE LOI

revisant la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-dessous sont introduites dans la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Celles qui portent les n°s 1, 4, 5, alinéas 1, 2 et 3; 6; 8; 10; 17; 27, alinéa 1; 29, alinéa 2, remplacent les dispositions formant les articles premier et 4, les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 5, l'article 6, l'article 8, l'article 10, l'article 17, l'alinéa 1 de l'article 27, les alinéas 2 et 3 de l'article 29.

Celles qui portent les n°s 7bis, 8bis, 10bis et 17bis sont ajoutées et prendront place après les articles 7, 8, 10 et 17.

Art. 1. — La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers des entreprises privées ou publiques dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

Ces dispositions s'appliquent, en conséquence : 1° aux entreprises industrielles; 2° aux entreprises de transport y compris le transport s'effectuant au moyen de voitures, tombereaux, etc.; 3° aux entreprises commerciales; 4° aux entreprises

WETSVOORSTEL

tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden opgenomen in de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

De bepalingen onder n° 1, 4, 5, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid; 6; 8; 10; 17; 27, 1^{ste} lid; 29, 2^{de} lid, vervangen de bepalingen uitmakende de artikelen 1 en 4, het 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid van artikel 5, artikel 6, artikel 8; artikel 10, artikel 17, het 1^{ste} lid van artikel 27, het 2^{de} en 3^{de} lid van artikel 29.

De bepalingen staande onder n°s 7bis, 8bis, 10bis en 17bis worden aan de wet toegevoegd en moeten komen na de artikelen 7, 8, 10 en 17.

Art. 1. — De vergoeding der schade voortvloeiende uit ongevallen, overkomen aan werklieden bij private of openbare ondernemingen, in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, beheerscht door de wet van 10 Maart 1900, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Die bepalingen zijn, bijgevolg, van toepassing: 1° op de nijverheids-ondernemingen; 2° op de ondernemingen van vervoer, daarin begrepen het vervoer per wagentjes, stortkarren, enz.; 3° op de handels-ondernemingen; 4° op de landbouw-

agricoles; 5° aux entreprises maritimes.

Elles s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de l'exécution d'un louage de service.

Le gouvernement est autorisé à en étendre l'application aux entrepreneurs qui, en exécutant les mêmes travaux que les ouvriers, sont exposés aux mêmes risques.

Art. 4. — Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 75 p. c. du salaire quotidien moyen, mais quand la victime est totalement dévalorisée et nécessitera en raison de la gravité de son cas et l'aide des siens ou d'autrui, cette indemnité sera de 100 p. c.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 75 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 75 p. c., déterminée d'après le degré de l'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à

ondernemingen; 5° op de zeescheepvaartondernemingen.

Ze zijn, onder dezelfde voorwaarden, eveneens van toepassing op de vergoeding van de ongevallen voortgekomen in den loop en door de uitvoering van eene dienstverhuur.

De Regeering wordt gemachtigd de toepassing daarvan uit te breiden tot de ondernemers die, dezelfde werken uitvoerende als de arbeiders, aan dezelfde gevaren zijn blootgesteld.

Art. 4. — Heeft het ongeval tijdelijke en volkomen arbeidsonbekwaamheid gedurende meer dan ééne week veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijkse vergoeding van 75 t. h. van het gemiddelde dagloon, doch wanneer het slachtoffer zijne arbeidskracht volkomen heeft verloren en, ten gevolge van zijn bedenkelijken toestand, de hulp der zijnen of die van vreemde personen noodig heeft, bedraagt de vergoeding 100 t. h.

Betreft het eene tijdelijke onbekwaamheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 75 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 75 t. h., bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hierboven is gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, hetzij bij overeenkomst van partijen, hetzij bij een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is. Bij het

l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

Art. 5, alinéas 1, 2 et 3. — Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation causés par l'accident et faits pendant tout le temps nécessité par son état de santé.

La victime choisit librement son médecin et son pharmacien ; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée par un tarif établi à forfait par arrêté royal, pour les médecins et pour les pharmaciens, à concurrence du montant des prescriptions médicales facturées d'après un tarif établi également par arrêté royal.

Art. 6. — Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1° Une somme de 175 francs pour frais funéraires ; le dernier alinéa de l'article 3 est applicable à cette indemnité ;

2° Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 50 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident ;

B. Aux enfants légitimes, nés ou

eindigen van den termijn van herziening, in artikel 30 bepaald, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

Art. 5, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid. — Het hoofd van onderneming is, overeenkomstig onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artsnijkundige kosten, alsmede tot die van verblijf in het hospitaal, door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende al den tijd vereischt door zijn gezondheidstoestand.

Het slachtoffer heeft de vrije keuze van geneesheer en apotheker ; doch het hoofd van onderneming is slechts gehouden tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij koninklijk besluit vastgesteld tarief, voor de geneesheeren en de apothekers, tot het bedrag van den prijs der medische recepten, in rekening gebracht naar een insgelijks bij koninklijk besluit vastgesteld tarief.

Art. 6. — Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene som van 175 frank voor begrafeniskosten ; het laatste lid van artikel 3 is van toepassing op deze vergoeding ;

2° Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — eener lijfrente gelijkstaande met 50 t. h. van het jaarlijksche loon.

Dit kapitaal wordt toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen :

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval werd voltrokken ;

B. Aan de wettige kinderen, vóór

conçus avant l'accident, pour autant qu'ils soient âgés de moins de 16 ans, et aux enfants naturels, dans les mêmes conditions d'âge, pourvu qu'ils aient été reconnus avant l'accident, ou, si la reconnaissance est postérieure, qu'ils soient nés ou conçus avant l'accident;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux ascendants;

D. Aux frères et sœurs âgés de moins de 16 ans;

E. A défaut d'ayants droit rentrant dans les catégories ci-dessus, la somme qui leur revenait devra être versée à la Caisse centrale d'accidents du travail.

La victime ou ses ayants droit peuvent demander que le tiers au plus de la valeur de la rente viagère leur soit payé en capital.

Le juge statuera au mieux de l'intérêt des demandeurs, après que le chef d'entreprise aura été entendu ou dûment appelé.

En cas d'incapacité permanente partielle, le juge peut aussi, dans les mêmes formes, à la demande de tout intéressé, ordonner que la valeur de la rente soit intégralement payée en capital à la victime, lorsque les arrérages annuels ne s'élèvent pas à cent francs.

La valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal et préalablement soumis à l'avis de la Commission des accidents du travail.

Art. 7bis. — En cas de décès, les ayants droit pourront exiger la présence de leur médecin et de leur avocat-conseil aux recherches des médecins légistes et du Parquet. Celui-ci n'aura, en aucun cas, le

het ongeval geboren of ontvangen, voor zoover zij den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, en aan de onechte kinderen die aan dezelfde vereischten van ouderdom voldoen, mits zij vóór het ongeval werden erkend, of, indien de erkenning later geschiedde, zijn geboren of ontvangen vóór het ongeval;

C. Aan de kleinkinderen beneden de 16 jaren, alsmede aan de bloedverwanten in de opgaande lijn;

D. Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaren.

E. Bij gemis van rechthebbenden, tot bovenvermelde groep behoorrende, moet de hun toekomende som worden gestort in de Centrale Kas voor arbeidsongevallen.

Het slachtoffer of zijne rechthebbenden mogen vragen dat ten hoogste een derde van de waarde der lijfrente hun als kapitaal worde uitbetaald.

De rechter doet, na het hoofd van onderneming te hebben gehoord of behoorlijk opgeroepen, uitspraak naar het beste belang der eischers.

Ingeval van gedeeltelijke bestendige arbeidsonbekwaamheid, kan de rechter eveneens, op dezelfde wijze, op verzoek van elken belanghebbende, bevelen dat de waarde der rente aan het slachtoffer geheel zal worden uitbetaald als kapitaal, wanneer de jaarlijksche kroonen honderd frank niet bereiken.

De waarde der lijfrente wordt berekend overeenkomstig een tarief, bij koninklijk besluit goedgekeurd en vooraf onderworpen aan het advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen.

Art. 7bis. — Ingeval van overlijden, kunnen de rechthebbenden eischen dat hun geneesheer en hun advocaat-raadsman aanwezig zijn bij de onderzoekingen gedaan door de geneesheeren voor rechtzaken en

droit de tenir à l'écart les mandataires des sinistrés.

Art. 8. — Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend de la rémunération effective allouée à l'ouvrier en vertu du contrat, pendant l'année qui a précédé l'accident, dans l'entreprise où celui-ci est survenu.

Pour les ouvriers occupés depuis moins d'une année dans l'entreprise, le salaire doit s'entendre de la rémunération effective qui leur a été allouée, augmentée de la rémunération moyenne allouée aux ouvriers de la même catégorie pendant la période nécessaire pour compléter l'année.

Lorsque l'entreprise ne comporte qu'une période habituelle de travail inférieure à une année, le calcul de l'indemnité s'opère en tenant compte tant du salaire alloué pour la période d'activité que du gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

En ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers âgés de moins de 23 ans, le salaire de base, en cas de dépréciation partielle ou totale permanente ou de mort, sera calculé sur celui d'un ouvrier formé de même catégorie professionnelle et ne sera jamais inférieur à 1,200 fr. par an.

Le salaire quotidien moyen s'obtient en divisant par 365 le chiffre du salaire annuel déterminé conformément aux dispositions qui précèdent. Pour les industries saisonnières, le salaire quotidien sera considéré comme pouvant être gagné annuellement pendant 290 jours.

het Parket. In geen geval heeft het Parket het recht de gemachtigden van hen, die schade hebben geleden, ter zijde te stellen.

Art. 8. — Onder het loon dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der vergoedingen, wordt verstaan het werkelijke loon dat, ingevolge de overeenkomst, den arbeider werd toegekend gedurende het jaar dat aan het ongeval voorafging, in de onderneming waarbij het zich voordeed.

Betreft het arbeiders die sedert minder dan één jaar bij de onderneming werkzaam zijn, dan wordt onder loon verstaan het hun toegekende werkelijk loon, verhoogd met het gemiddelde loon dat aan arbeiders van dezelfde soort wordt toegekend gedurende het tijdperk noodig voor het volledig maken van het jaar.

Geldt het eene onderneming waarin de gewone werktijd minder dan één jaar duurt, dan wordt, voor de berekening van de vergoeding, gelet zoowel op het loon toegekend voor den eigenlijken werktijd als op de verdienste des arbeiders gedurende het overige gedeelte van het jaar.

Betreft het leergasten, alsmede arbeiders die den ouderdom van 23 jaren niet hebben bereikt, dan wordt, ingeval van gedeeltelijk of geheel verlies van arbeidskracht of van dood, het tot grondslag genomen loon berekend naar dit van een afgericht arbeider derzelfde beroepsgroep; het mag nooit beneden 1,200 frank 's jaars blijven.

Om het gemiddelde dagloon te berekenen, deelt men door 365 het cijfer van het jaarlijksch loon, overeenkomstig de vorige bepalingen vastgesteld. Voor de aan het jaargetijde eigen nijverheidsbedrijven, wordt het dagelijksch loon beschouwd als kunnende ieder jaar gewonnen worden gedurende 290 dagen.

Art. 8bis — Afin de faciliter aux victimes la fixation du salaire de base, les chefs d'entreprise sont tenus de remettre à leurs ouvriers un carnet de paie, sur lequel seront inscrits les salaires gagnés par ceux-ci.

Art. 10. — Les allocations déterminées aux articles qui précèdent sont à charge exclusive du chef d'entreprise.

L'assurance est obligatoirement réalisée par des caisses communes de prévoyance ou par la caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail. L'organisation du service médical et du règlement des sinistres dans les caisses communes, sera confiée à une commission composée mi-partie de délégués de la caisse commune, mi-partie de délégués désignés par la population ouvrière assurée.

Art. 10bis. — Pour constituer une caisse commune, il faut au moins 5 patrons occupant ensemble au moins 5,000 ouvriers.

Art. 17. — Seront agréées aux fins de la présente loi, les caisses d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise.

Art. 17bis. — Le gouvernement chargera la Caisse d'Épargne d'organiser la Société nationale d'assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10.

Art. 27, alinéa 1. — L'ouvrier ou ses ayants droit ont toujours la faculté d'assigner directement le

Art. 8bis. — Ten einde aan de slachtoffers de bepaling van het tot grondslag strekkende loon te vergemakkelijken, zijn de hoofden van onderneming verplicht aan hunne werklieden een loonboekje af te geven, waarin het door dezen gewonnen loon wordt opgeschreven.

Art. 10. — De in bovenstaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

De verzekering wordt op verplichtende wijze tot stand gebracht door gemeene voorzorgskassen of door de Nationale kas van verzekering tegen arbeidsongevallen. De inrichting van den geneeskundigen dienst en van de regeling der ongevallen bij de gemeenschappelijke kassen wordt toevertrouwd aan eene commissie, samengesteld voor de helft uit afgevaardigden van de gemeenschappelijke kas, voor de andere helft uit afgevaardigden aangewezen door de verzekerde arbeidersbevolking.

Art. 10bis. — Tot oprichting van eene gemeenschappelijke kas, zijn er ten minste 5 patroons noodig bij wie ten minste 5,000 arbeiders werkzaam zijn.

Art. 17. — Met het oog op deze wet, worden toegelaten de kassen van verzekering tegen ongevallen, door de hoofden van onderneming ingesteld.

Art. 17bis. — De Regeering zal de Spaarkas belasten met het oprichten van de bij artikel 10 voorziene Nationale maatschappij van verzekering tegen arbeidsongevallen.

Art. 27, 1^{ste} lid. — De werkman of zijne rechtverkrijgenden kunnen altijd een eisch rechtstreeks in-

chef d'entreprise, sauf le droit de celui-ci de mettre l'assureur en cause.

Art. 29, alinéa 2. — Les jugements allouant des indemnités temporaires ou viagères seront exécutoires par provision, nonobstant l'appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu d'accorder une rente dont le capital est exigible, le juge restreindra l'exécution provisoire au paiement des arrérages.

ART. 2.

Sont abrogés les articles 2, 3, 11, 14 à 16, 20, 33 à 38, 40.

stellen tegen het hoofd van onderneming, behoudens het recht voor dezen den verzekeraar in de zaak te betrekken.

Art. 29, 2^e lid. — De vonnissen, waarbij tijdelijke vergoedingen of vergoedingen voor 't leven worden toegekend zijn uitvoerbaar bij voorraad, ondanks hooger beroep en zonder dat het noodig zij zekerheid te stellen. Is er echter grond voor de toekenning eener rente waarvan het kapitaal kan gevorderd worden, dan beperkt de rechter de voorlopige uitvoering tot de betaling van de achterstallige kroozen.

ART. 2.

Worden ingetrokken de artikelen 2, 3, 11, 14 tot 16, 20, 35 tot 38, 40.

JULCS MANSART.

RENÉ BRANQUART.

HENRI LÉONARD.

D. MAROILLE.

LÉON TROCLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1913.

Wetsvoorstel tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Toen op 28 Januari 1905 een aanvang werd gemaakt met de algemeene beraadslaging over het wetsontwerp houdende vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen, zegde de toenmalige Minister van Nijverheid en Arbeid, de heer Francotte : « ... ik ben overtuigd van deze tweede waarheid, dat men in geen enkel land na eene eerste poging de taak heeft kunnen volvoeren ; dat men nergens in eens de wet op de vergoeding van de ongevallen tot stand kon brengen. Overal moest men het in verscheidene malen doen, en na deze wordingsstudie ben ik gekomen tot de overtuiging dat het onmogelijk is, eene ongevallenwet te maken, zonder voorafgaande voorzichtige en herhaalde proefnemingen, zonder veel verzoeningsgeest, zonder geneigd te zijn tot minnelijke schikking en toegeving. Dat, Mijne Heeren, heb ik in de geschiedenis gelezen, en mij dunkt dat het goed was op deze les te wijzen.

» Mijne Heeren, de weg ligt voor ons open. Sedert lang worden wij aangezocht hem te betreden ; ook zijn wij allen vastberaden om dit te doen, maar tevens denk ik ook dat geen hunner zich kan ontveinzen hoe duister en gevaarlijk die baan is. Daarom ook wensch ik in de eerste plaats de Kamer te wijzen op deze bedenking, dat elke stap, dien wij doen op deze baan, beslissend en onwederroepelijk zal zijn : wat er ook moge gebeuren, in de zaak waarover wij eene wet maken, zal het voortaan onmogelijk zijn op onze stappen terug te keeren. *In de toekomst zullen wij wellicht verplicht zijn nog verder vooruit te gaan...* »

Bij de behandeling hebben de socialistische afgevaardigden getracht de vergoeding te doen opvatten in een ruimeren zin, juist omdat zij het oog hadden op de toekomst en wisten dat de arbeidersstand niet kon bevredigd worden met halve maatregelen. Doch niet steeds hadden zij de overmacht op hunne zijde ; daarom ook hebben zij zich, na wakker te hebben gestreden om in de wet te doen opnemen al de bepalingen die zij voor hoogstnoodig hielden, onthouden bij de stemming over de wet in haar geheel, dewijl zij ze ontoereikend achtten.

In de toekomst zullen wij wellicht verplicht zijn nog verder vooruit te gaan, zegde de heer Francotte. Dit zullen, hopen wij, al de leden van deze Kamer begrijpen, nadat wij allen, na negen jaren toepassing van de wet, konden waarnemen hoe gebrekkelijk en onvolmaakt zij is, hoezeer de voorspelling van den voormaligen Minister van Nijverheid en Arbeid zich moet verwesenlijken. Noodzakelijk moeten wij vooruit op de in 1903 ingeslagen baan. Te dien einde stel ik voor, de wet te herzien.

Mijne toelichting steunt op de ervaring. Als voorzitter van den Bond der mijnwerkers in het Centrum, ben ik insgelijks voorzitter van den Ongevalendienst, bij dien Bond ingericht, ten einde aan de werklieden, slachtoffers van ongevallen, nuttigen raad te verschaffen, wanneer zij betwistingen hebben met de toegelaten verzekeringsmaatschappijen, de gemeene kassen of de nijveraars die zich zelf verzekeren. Sedert de Dienst voor de arbeidsongevallen tot stand kwam, gaf hij reeds meer dan 3.000 raadgevingen en beloopt het kapitaal van de vermeederingen, dank zij zijn optreden verleend aan slachtoffers van ongevallen, een aantal duizenden frank.

De mijnwerkers van het Centrum zijn niet de eenigen die dergelijke verdedigingsinstelling bezitten. In die streek hebben ook de metaalbewerkers, de arbeiders der steengroeven, de glasblazers dergelijke instellingen tot stand gebracht; overal bestaan thans ernstige beroepsverenigingen. Ik meen insgelijks te mogen bevestigen dat er ook verdedigingsinstellingen bestaan voor de slachtoffers van ongevallen.

Welnu, overal worden dezelfde grieven aangehaald.

Toepassing op alle werkers.

Wij kunnen niet begrijpen dat eene aanzienlijke klasse van werkers door de wet in onveiligheid wordt gelaten. Dit rechtvaardigt volkomen ons nieuw eerste artikel.

Termijn gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding.

Al de secretarissen van bonden voor ambachtslieden, die raad verschaffen aan gewonde werklieden, bekennen dat, zoo, volgens de meening van den wetgever, de termijn gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding strekt om bedrog te weren, die termijn, zooals hij thans is bepaald, namelijk met terugwerkende kracht, veeleer ingaat tegen het door den wetgever beoogde doel.

Waar is inderdaad de werkman die, nadat hij zes of zeven dagen niet arbeidde ten gevolge van een ongeval en nog slechts een paar dagen moet rusten om voor acht dagen te worden vergoed, zijn werk zou hernemen voordat de achtste dag is verstreken? Indien er zijn, ze zijn echter zeldzaam, en redelijkerwijs kan men het hun niet als grief aantekenen, zoo zij trachten eene onrechtvaardigheid der wet te verhelpen, vermits zeven of acht dagen verloren loon hen in hun gezin gebrek doet lijden.

't Ware belangrijk te weten welke verhouding er bestaat tusschen de gevallen van onbekwaamheid gedurende 8, 10 of 14 dagen en die gedurende minder dan 8 dagen, sedert de toepassing der wet van 24 December 1903.

Wij houden ons overtuigd dat daaruit zou blijken dat de termijn, gedu-

rènde welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding en met terugwerkende kracht, het bedrog en de veinzerij heeft in de hand gewerkt, in stede van ze te verhinderen.

Werd er geen termijn bepaald, dan zou de werkman, die zich eenigszins in staat gevoeld om zijn arbeid te hernemen, gereedelijk terugkomen, daar hij zeker zijn zou al zijne verloren daghuren te trekken.

Dat zij die geneigd zijn deze meening te betwisten, zich eens in de plaats stellen van den werkman, gekomen tot zijn zevenden dag werkeloosheid, en verzekerd zijnde dat hij alles zal verliezen zoo hij terugkomt, ofwel dat hij acht of negen dagen half loon zal trekken, indien hij een dag langer wegblijft. Men schaffe dus bedoelden termijn af.

De werklieden zullen er goed bij varen, de nijveraars talrijker personeel hebben in tijd van drukte en de verzekeraars zullen gemakkelijk hunne schade inhalen, voor de twee of drie dagen die zij moeten betalen, in stede van de grootere vergoeding die zij niet meer storten.

Verhooging van de vergoeding tot op 75 t. h.

Bij de langdurige behandeling die voorafging aan de stemming der wet waarvan wij thans de herziening voorstellen, hebben verscheidene leden der linkerzijde bewezen dat het bepalen van de vergoeding op 50 t. h., met de aangenomen wijze van berekenen, de slachtoffers van arbeidsongevallen of hunne gezinnen, ingeval van doodelijken afloop, onbetwistbaar in de ellende moest storten. Ik dring aan op dit feit, dat de moedigste bewerkers van 's lands rijkdom niet in onoverkomelijken nood mogen gedompeld worden. Men is hun meer menschlievendheid verschuldigd. Is overigens de door ons voorgestelde verhooging niet gebillijkt door de zedelijke schade, het lijden, dat niet wordt gelenigd door de bestaande wet?

Doch de nijveraars kunnen inbrengen dat de lasten van de verzekering te zwaar zullen zijn. Dan wend ik mij tot den Staat en vraag hem : « Zult gij voor de nederige, moedige arbeiders, onder ellendige omstandigheden zwoegend om de samenleving groot en sterk te maken, niets vinden ten einde ze ter hulp te komen? » Zoo de nijveraars niet gansch de noodige kosten kunnen dragen voor de verhooging van de vergoeding, dat de Staat dan optrede en blijk geve van zijnen eerbied voor onze bewonderenswaardige arbeidende klasse.

Er is nochtans eene beschouwing die tot nu toe niet in aanmerking kwam en waarop de welwillende aandacht der openbare machten dient te worden gevestigd. Tot nog toe ontvingen de gewonde arbeiders, gedurende den tijd der ongeschiktheid, eene schadeloosstelling van 50 t. h. Voor de gewone gevallen komt deze schadeloosstelling begrijpelijk voor, doch, wanneer het slachtoffer geheel ongeschikt zal geworden zijn tot den arbeid en, uit hoofde van de zwaarwichtigheid van zijn geval, den bijstand der zijnen, of van anderen zal noodig hebben, zal de schadeloosstelling 100/100 bedragen. Een ongelukkige die brandwonden aan beide oogen heeft bekomen, zou, in dit geval, als blind zijnde moeten worden aangezien en 100/100 ontvangen gedurende heel den tijd dat hij geheel ongeschikt blijft.

Zoo ook, de man die tijdelijk aan beide armen zwaar gewond is; die lijdt aan eene hersenschudding welke, tijdelijk, eene volledige onbewustheid veroorzaakt; die gewond is aan de ruggegraat zoodat hij geheel ongeschikt is en volstrekte rust behoeft, en andere gelijkaardige gevallen.

Genees- en artsenskundige kosten. — Vrije keuze van geneesheer en apotheker.

Zij, die zich inlieten met de wet op de vergoeding der arbeidsongevallen, opdat zij het meeste nut zou kunnen opleveren voor de arbeiders, zijn het allen eens om te verklaren dat de leden van de Regeeringsmeerderheid, die de wet invoerden, eene echte misdaad hebben bedreven door aan de slachtoffers van ongevallen niet de vrije keuze te laten voor den geneesheer die hen moet verplegen.

Wij kunnen talrijke voorbeelden aanhalen. Wij bepalen ons tot enkele.

In de kolenmijn te X..., wordt een werker, die er sedert negen en twintig jaar werkt, gewond aan den schouder; hij vraagt en verkrijgt een bewijs dat hij gewond is. Doch acht dagen later, ofschoon nog erg lijdend, wil de geneesheer der mijn, die elken gewonde voor een bedrieger houdt, hem onder in de mijn doen werken. Daartegen verzet zich de gewonde, doch uit toegevendheid stelt hij voor, een minder lastig werk te verrichten, tot hij volkomen genezen is. Zijn vraag wordt toegestaan en men betaalt hem de vergoeding, berekend naar het loon dat hij elken dag verloor, omdat hij met zijn nieuw werk niet zooveel kon winnen als vroeger.

Kort nadien eischte de geneesheer dat hij zijn werk binnen in de mijn zou voortzetten. De ongelukkige leed nog meer dan vroeger, want zelfs het nog al gemakkelijk werk, door hem eene gansche week geleverd, had het kwaad erger gemaakt. Niettegenstaande dit, vermits de geneesheer staande hield dat hij genezen was, daalde hij des Maandags beneden in den put; doch zoozeer leed hij, dat hij des anderendaags niet meer kon werken.

Hij ging klagen bij het Bestuur, heel beleefd... en hij werd afgedankt.

Die man had sedert zes maand het syndicaat verlaten om een onbeduidende persoonlijke reden. Hij heeft het later bitter beklagd, want hij kon niemand vinden, die hem bijstond om zijne rechten te doen gelden.

Hij vond wel een advocaat, maar deze nam zijne zaak niet ter harte, omdat hij door meer belangrijke zaken gebonden was.

Zekeren dag wilde dezelfde geneesheer den arbeid doen hernemen door een lid van een syndicaat: een nieuw onderzoek had plaats in het bijzijn van onzen geneesheer-raadsman, en er werd overeengekomen dat men den gewonde zou gerust laten gedurende eenigen tijd. Nog gedurende zes maanden lang trok hij zijne vergoeding en dan bekwam hij 50 t. h. wegens vermindering van werkkraft en eene gemakkelijke betrekking..

Een anderen keer ontvangen wij een dringend briefje: « kom spoedig ». J. D., te Bellecourt, verkeert in levensgevaar ten gevolge van zijn ongeval.

De toestand van den gewonde was inderdaad heel erg. Doch onze geneesheer-raadsman werd onmiddellijk verwittigd en alsdan moest de aangestelde geneesheer het noodige doen. Heden is die gezel genezen en het is bewezen

dat het wel 't gevolg was van een ongeval bij den arbeid ; men had zelfs geen bewijs van gewonde willen afleveren.

Dus, dank zij het optreden van onzen Ongevallendienst, is die man onttrokken aan een nagenoeg zekeren dood ; hij verkeert tevens in de zekerheid, eene vergoeding te bekomen.

Nog menig geval zouden wij kunnen aanhalen om te bewijzen dat de vrije keuze van den geneesheer met kracht dient te worden gevraagd.

Wij vermelden hier nog het geval van een werkman die aan zijn oog werd gewond en éénoogig zou moeten blijven, naar de verklaring van den aangestelden geneesheer. Toch hoopt de ongelukkige nog altijd en hij kiest vrijelijk een geneesheer, dien hij te Brussel gaat raadplegen, doch het is vruchteloos; de genezing is onmogelijk.

Hij heeft de wet overtreden, en dat neemt de Maatschappij te baat om hem enkel 12 1/2 t. h. toe te kennen, in stede van 33 t. h. Tegen 12 1/2 t. h. bedraagt de jaarlijksche vergoeding fr. 108.80. Tegen 33 t. h. zou hij jaarlijks fr. 287.60 trekken. Het jaarlijksch verlies bedroeg dus fr. 178.60; gesteld dat hij nog twintig jaar in leven blijft, dan zal hij 2.572 frank hebben verloren, terwijl hij het wilde beproeven zijn oog te redden en aan de Maatschappij daardoor zelf voordeel te verschaffen; zij zou immers geen rente moeten betalen, indien de door hem gekozen geneesheer zijn gewond oog had gered.

Die voorbeelden zijn te treffend om nog te moeten aandringen op de noodzakelijkheid, de vrije keuze van den geneesheer dringend te vragen.

Deze noodzakelijkheid is des te grooter, daar er, benevens de werklieden die vooruitzicht genoeg hebben om in een syndicaat te treden en aldus recht te hebben op de hulp van dat syndicaat, nog veel anderen weerloos zijn overgeleverd aan de geneesheeren die zijn aangesteld door de bazen en al te dikwijls geneigd om zich eerst en vooral te bekommeren om het belang van den verzekeraar, terwijl vooral de ongelukkige toestand van den gewonde hen in de eerste plaats zou moeten bekommeren.

Dien ongelukkigen toestand evenwel maak ik hun niet tot verwijt. Met onzen collega, D^r René Branquart, den geneesheer-raadsman van den Mijnwerkersbond van het Centrum, leg ik dat uit door de volgende beschouwingen, welke hij uiteenzette in een belangwekkend verslag aan de syndicaten in 1908 :

« De groote nijverheidsmannen en de machtige verzekeringsmaatschappijen, plotseling de bedeelers geworden van het werk der geneesheeren, hebben het instinctmatig als plicht beschouwd, die geneesheeren te beschermen en te bevoordeelen, welk hun de meeste waarborgen van zekerheid opleverden.

» Voor al die uitbuiters was het beter dat bij den gewonde kwam de geneesheer bevriend met den werkgever, liever dan de geneesheer bevriend met den gewonde.

» Om dien uitslag te bereiken deinsde men niet terug voor een aanslag op eene onzer kostbaarste vrijheden : de vrijheid van vertrouwen. Het kan gebeuren dat de geneesheer der verzekeringsmaatschappij u niet bevalt of uw vertrouwen heeft verloren; gij zijt verplicht aan zijne bevelen te gehoor-

zamen en zijne voorschriften stipt na te leven, zooniet loopt gij gevaar van vervallen te worden van uwe rechten.

» Aldus is de geneesheer de speelbal geworden van den werkgever, van den nijveraar, van het kapitalisme. Zeldzaam, veel te zeldzaam eilaas, zijn zij, die heden vrij en vrank het belang van de gewonde werklieden durven ter harte nemen, want zij vreezen, indien zij de rechten van den arme voorstaan, de genegenheid en de klandizie der rijken te verliezen; zij vreezen terecht dat men hun de bestaanmiddelen zou onttrekken en tevens de steeds goed betaalde klandizie der groote nijverheidsmannen en der machtige maatschappijen. »

Na breedvoerig te hebben gewezen op den dikwijls moeilijken toestand der geneesheeren, die verplicht zijn te rekenen op een vaste klandizie om te kunnen voortbestaan, voegt Dr Branquart er verder bij :

« Heden zou niemand nog durven roeren. Onder den nood gebukt gaande, verdragen zij lijdelijk wat zij niet konden verhinderen; zij trachten de betrekkingen te bekomen, door de kapitalisten gegeven, en zij lijden gedwee, overtuigd dat ze gefnuikt zouden worden, moesten zij durven ingaan tegen hen die hun werk en een zeker aanzien verschaffen.

» Door aan den werkman de vrijheid te ontnemen om zijn geneesheer te kiezen, heeft de wet dus eene tweevoudige eerloosheid gepleegd : zij maakte inbreuk op de vrijheid van een ongelukkige welke, op die smartelijke dagen van lijden, ten minste bij zijne bedsponde een vriend en een man van vertrouwen zou moeten vinden; en zij pleegde een heiligschendenden aanslag op een vrij en tot nog toe in eere gehouden beroep : het beroep van den geneesheer.

» Zóó is de gewonde werkman niet meer gerechtigd om zijn geneesheer te kiezen dan het paard van den boer om zij vecarts te kiezen. Zóó insgelijks weet de geneesheer dat hij moet drillen en zwijgen, al stond hij voor de ergste misbruiken, indien hij niet wil getroffen worden in zijne bestaanmiddelen. Daaruit volgt, geloof mij vrij, dat er veel ellende en hinder ontstaan voor den werkersstand en dat talrijke mannen met opoffering op schandige wijze aan de volkszaak zijn onttrokken. »

Hierboven heb ik, door voorbeelden welke ik nog talrijker kon aanhalen, aangetoond dat wat Dr Branquart schrijft over het gemis van vrijheid bij de geneesheeren, aangesteld door de verzekeringsmaatschappijen en de groote nijverheidsmannen, volkomen nauwkeurig is. Ik voeg erbij dat geen enkel ernstige geneeskundige vereeniging bereid zou zijn om zich voorstander te verklaren van de bepalingen der bestaande wet op dat gebied.

Doch, de geneesheeren, opgedrongen door de verzekeringsmaatschappijen, door de gemeenzame klassen of de nijverheidsmannen, hebben het vooral schoon wanneer het geldt eene breuk. Nagenoeg altijd besluiten zij tot eene breuk die niet het gevolg is van eene krachtsinspanning boven de gemiddelde krachtsinspanning van een werkman die zijn gewoon werk verricht.

Wat vermogen de werklieden daartegen? Dikwijls nemen zij de besluiten van den geneesheer aan en zij betalen de groote kosten van bewerking en van verpleging. Daarboven verliezen zij elke vergoeding.

Ik dring er dus niet verder op aan, dat het noodzakelijk is, zooals al de werklieden het vragen, in de wet te bepalen dat het slaettoffer zijn geneesheer kiezen mag.

Wat de vrije keuze van den apotheker betreft, zij schijnt eene onontbeerlijke gevolgtrekking. Het slaettoffer van een ongeluk moet zich kunnen wenden tot hen die zijn vertrouwen genieten. Daarbij laat onze tekst de verzekeraars toe, niet het slaettoffer te zijn van hen die hunne geneesmiddelen te duur zouden doen betalen.

Wat betreft de verplegingskosten in een gasthuis door de verzekeraars te doen betalen, zulks is gewettigd omdat het bewezen is dat sommige verwondingen spoediger en beter zouden genezen, indien de werklieden in de verplegingsinrichtingen werden verzorgd. Derhalve zou de verzekeraar er bij winnen, vermits het te betalen getal dagen vergoeding geringer zou zijn en ook de werkkrachtsvermindering dikwijls minder groot.

't Is echter onmogelijk, voor een gewonde, zich in een verplegingsinrichting te doen verzorgen, indien de verblijfkosten te zijnen laste zijn.

Wij bestrijden insgelijks als onbillijk het voorschrift der wet, dat den duur der hulp, die door de verzekeringsmaatschappij uitbetaald moet worden, bepaalt op 6 maanden.

De ongevallen, die dan nog de zorgen van geneesheer en apotheker na 6 maanden vereischen, zijn ongetwijfeld tamelijk schaarsch. Het is niettemin waar, dat het feit zich meermaals voordoet en dat het hoogst ongelukkig is voor hem, die gedurende 180 dagen slechts een half loon trekt, later nog de rekeningen van geneesheer en apotheker te moeten betalen.

Trouwens, zoo soortgelijke ongevallen tamelijk schaarsch zijn, is dit eene reden temeer tot wijziging der wet, om de zorgen van geneesheer en apotheker onbepaald te laten toedienen.

Vergoeding voor begrafenis-kosten.

De wet bepaalt op 75 frank de vergoeding voor begrafenis-kosten. Is dit niet bespottelijk? Wij vragen 175 frank als een minimum. Weet men wel welke uitgaven worden vereischt, wanneer een lid van het gezin sterft ten gevolge van een ongeval? Voor de gezinsleden, die arbeiden, is het een verlies van verscheidene werkdagen; de uitgave voor de lijk-kist, de doods-brieven; al wat noodig is om aan de gezinsleden de schamele rouwkleeren te verstrekken; het is het geheel bedrag van de kleine uitgaven. En dat alles overschijdt in ruime mate 175 frank.

De rente aan de erfgenamen.

Wij stellen voor, de aan de rechthebbenden uitkeerbare rente te verhoogen om de reidenen die wij reeds uiteengezet hebben, wanneer wij de noodzakelijkheid om 75 p. h. aan de gewonden toe te staan, gerechtvaardigd hebben. En ik laat het woord « steun » wegvallen, want ik wil dat er altijd sprake zij van vergoeding. Zooniet haspelen de verzekeraars over het woord

« steun » en trachten door allerlei middelen de ongelukkige bloedverwanten van hun recht te berooven.

Ik zou meer gevallen kunnen aanhalen, maar ik wil slechts herinneren aan enkele deelen uit een ministerieelen omzendbrief van 20 November 1906. Hij laakt handelingen als diegene welke ik aanklaag, en daarin ligt het bewijs, dat andere feiten, als die mij aangebracht werden, ter kennis kwamen van den bevoegden Minister.

Wat staat er in dien brief gericht tot de erkende verzekeringsmaatschappijen? Ziehier :

« Het onderzoek, dat ingesteld werd door den dienst van toezicht, betreffende de wijze waarop gij de ongevallen vergoed hebt, — (hier volgen de namen van de slachtoffers die ten gevolge van deze ongevallen stierven —), bracht ten laste uwer Maatschappij *zeer erge feiten* aan het licht.

» Deze ongevallen hebben aanleiding gegeven tot het sluiten van overeenkomsten blijkbaar in strijd met de wet en waarvan *de nietigheid geen betoog behoeft*. In de verklaringen die gij op... voor de beampten van toezicht aflegdet, hebt gij weliswaar beweerd, dat de sommen, in bewuste gevallen uitbetaald aan de rechthebbenden van de slachtoffers, van uwentwege een echte vrijgevigheid waren, vermits gij van meening waart dat die gevallen niet onder de toepassing der wet van 24 December 1903 vielen. Afgezien van elke andere beschouwing, mocht deze verklaring niet ernstig opgenomen worden, gezien het hooge bedrag der zoogezegde vrijgevigheid door u in verscheidene van de bewuste gevallen toegekend. De stukken, die gij mij medegedeeld hebt als antwoord op mijn brief van..., laten in dit opzicht niet den minsten twijfel bestaan.

» Toen gij tegenover de beampten van toezicht dergelijke taal voerdet, *hebt gij onwaarheid gesproken*. Uit bovenverinelde stukken blijkt inderdaad, dat het vergoeden van bewuste ongevallen slechts geschiedde na langdurige onderhandelingen, waarin uwe maatschappij of hare agenten getracht hebben *den afstand der rechthebbenden af te koopen door voorspiegeling eener aanstonds uit te betalen som, die soms na langdurig op- en afbieden verhoogd werd, met andere woorden, er gebeurden ware afknibbelingen om kost wat kost overeenkomsten te bekomen in het voordeel uwer maatschappij, maar in het nadeel der rechthebbenden.* »

Dit staat dus mijn gezegde en rechtvaardigt mijn voorstel om elke speculatie op den nood en de onwetendheid der ongelukkigen onmogelijk te maken.

Het past daarbij niet dat de dood van een gevaarlijk gewonden werkman moge wenschelijk schijnen, omdat hij geen « steun » is.

Verder, is het billijk aan de ouders van een kind, dat bij den arbeid omkwam, te zeggen dat zij niet zullen vergoed worden, omdat hun kind nog niets won of althans omdat het, met zijn gering loon, nog niet als hun steun kon beschouwd worden? Zouden zij later zijne stoffelijke hulp niet behoeven? En moet men niets toestaan aan hen die zedelijk zwaar getroffen werden?

Om al die redenen dient steeds eene rente te worden gevestigd voor ongevallen met doodelijken afloop.

Betalingsboekje.

Ik vraag dat de wet den werkgever verplichte, zijne werklieden een betalingsboekje te geven, waarin worden ingeschreven de verschillende sommen die hun om de veertien dagen of elke week uitbetaald werden. Meermaals is het aan de werklieden onmogelijk, de vergoeding, waarop zij recht hebben, uit te rekenen bij gebrek aan de noodige bewijzen. Dat is voor die ongelukkigen een ontzenuwende toestand.

Wanneer echter de slachtoffers van arbeidsongevallen een betalingsboekje zullen hebben, zullen zij aanstonds hun gemiddeld loon kunnen uitrekenen, het beloop hunner vergoeding nauwkeurig vaststellen en later dit hunner rente, zoo er vermindering is van werkkracht.

Het betalingsboekje zal een grooteren dienst bewijzen aan de erfgenamen van hem die aan zijne wonden bezweek.

Leergasten en jonge werklieden.

Deze verdienen de meeste belangstelling. Is het rechtvaardig dat de waarde van een kind van veertien jaar, hetwelk voor zijn leven kreupel is, berekend worde op een schier nietig loon? Hoevele halve gasten zijn er niet die een heel laag dagloon verdienen tot zij meer met hun ambacht vertrouwd geraken?

Moeten deze meer dan alle andere slachtoffers van arbeidsongevallen ongelukkig zijn, omdat zij op jongeren leeftijd hun tol aan de moorddadige nijverheid betaalden?

Dit laatste bijzonder brengt de gemoederen der arbeidersklasse in verzet en hun verzet is, volgens mij, gerechtvaardigd.

De verplichte verzekering door den Staat.

Buiten al de bewijsredenen die tot nog toe werden aangevoerd, geldt, tot rechtvaardiging onzer aanvraag, het feit dat de wet op al de arbeiders moet toegepast worden.

De maatschappijen met vaste premiën, winstnajagende en genoodzaakt dividenden uit te keeren, zijn een gevaar voor de gewonde werklieden.

Door al de arbeiderscongressen werd trouwens de wensch uitgedrukt, de voorstellen van onzen geachten collega Hector Denis weer ter tafel te zien brengen.

De wijzigingen, die ik graag in de wet van 24 December 1903 zag gebracht, beantwoorden aan de verzuchtingen der arbeidersklasse. Een negenjarige ondervinding leidde mij bij het opmaken van dit ontwerp tot herziening. De beschouwingen in deze toelichting vooruitgezet, gaf de sociale gerechtigheid mij in, en al de ernstige beroepsverenigingen van het land deelen, ik ben er zeker van, mijne zienswijze.

JULES MANSART.

PROPOSITION DE LOI

revisant la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-dessous sont introduites dans la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Celles qui portent les n°s 1, 4, 5, alinéas 1, 2 et 3; 6; 8; 10; 17; 27, alinéa 1; 29, alinéa 2, remplacent les dispositions formant les articles premier et 4, les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 5, l'article 6, l'article 8, l'article 10, l'article 17, l'alinéa 1 de l'article 27, les alinéas 2 et 3 de l'article 29.

Celles qui portent les n°s 7bis, 8bis, 10bis et 17bis sont ajoutées et prendront place après les articles 7, 8, 10 et 17.

Art. 1. — La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers des entreprises privées ou publiques dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

Ces dispositions s'appliquent, en conséquence : 1° aux entreprises industrielles; 2° aux entreprises de transport y compris le transport s'effectuant au moyen de voitures, tombereaux, etc.; 3° aux entreprises commerciales; 4° aux entreprises

WETSVOORSTEL

tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden opgenomen in de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

De bepalingen onder n° 1, 4, 5, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid; 6; 8; 10; 17; 27, 1^{ste} lid; 29, 2^{de} lid, vervangen de bepalingen uitmakende de artikelen 1 en 4, het 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid van artikel 5, artikel 6, artikel 8, artikel 10, artikel 17, het 1^{ste} lid van artikel 27, het 2^{de} en 3^{de} lid van artikel 29.

De bepalingen staande onder n°s 7bis, 8bis, 10bis en 17bis worden aan de wet toegevoegd en moeten komen na de artikelen 7, 8, 10 en 17.

Art. 1. — De vergoeding der schade voortspuitende uit ongevallen, overkomen aan werklieden bij private of openbare ondernemingen, in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, beheerscht door de wet van 10 Maart 1900, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Die bepalingen zijn, bijgevolg, van toepassing: 1° op de nijverheids-ondernemingen; 2° op de ondernemingen van vervoer, daarin begrepen het vervoer per wagentjes, stortkarren, enz.; 3° op de handels-ondernemingen; 4° op de landbouw-

agricoles; 5^o aux entreprises maritimes.

Elles s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de l'exécution d'un louage de service.

Le gouvernement est autorisé à en étendre l'application aux entrepreneurs qui, en exécutant les mêmes travaux que les ouvriers, sont exposés aux mêmes risques.

Art. 4. — Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 75 p. c. du salaire quotidien moyen, mais quand la victime est totalement dévalorisée et nécessitera en raison de la gravité de son cas et l'aide des siens ou d'autrui, cette indemnité sera de 100 p. c.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 75 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 75 p. c., déterminée d'après le degré de l'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à

ondernemingen; 5^o op de zeescheepvaartondernemingen.

Ze zijn, onder dezelfde voorwaarden, eveneens van toepassing op de vergoeding van de ongevallen voorgekomen in den loop en door de uitvoering van eene dienstverhuuring.

De Regeering wordt gemachtigd de toepassing daarvan uit te breiden tot de ondernemers die, dezelfde werken uitvoerende als de arbeiders, aan dezelfde gevaren zijn blootgesteld.

Art. 4. — Heeft het ongeval tijdelijke en volkomen arbeidsonbekwaamheid gedurende meer dan ééne week veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding van 75 t. h. van het gemiddelde dagloon, doch wanneer het slachtoffer zijne arbeidskracht volkomen heeft verloren en, ten gevolge van zijn bedenkelijken toestand, de hulp der zijnen of die van vreemde personen noodig heeft, bedraagt de vergoeding 100 t. h.

Betreft het eene tijdelijke onbekwaamheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 75 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 75 t. h., bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hierboven is gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, hetzij bij overeenkomst van partijen, hetzij bij een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is. Bij het

l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

Art. 5, alinéas 1, 2 et 3. — Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation causés par l'accident et faits pendant tout le temps nécessité par son état de santé.

La victime choisit librement son médecin et son pharmacien ; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée par un tarif établi à forfait par arrêté royal, pour les médecins et pour les pharmaciens, à concurrence du montant des prescriptions médicales facturées d'après un tarif établi également par arrêté royal.

Art. 6. — Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1° Une somme de 175 francs pour frais funéraires ; le dernier alinéa de l'article 3 est applicable à cette indemnité ;

2° Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 50 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident ;

B. Aux enfants légitimes, nés ou

eindigen van den termijn van herziening, in artikel 30 bepaald, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

Art. 5, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid. — Het hoofd van onderneming is, overeenkomstig onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artsnijkundige kosten, alsmede tot die van verblijf in het hospitaal, door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende al den tijd vereischt door zijn gezondheidstoestand.

Het slachtoffer heeft de vrije keuze van geneesheer en apotheker ; doch het hoofd van onderneming is slechts gehouden tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij koninklijk besluit vastgesteld tarief, voor de geneesheeren en de apothekers, tot het bedrag van den prijs der medische recepten, in rekening gebracht naar een insgelijks bij koninklijk besluit vastgesteld tarief.

Art. 6. — Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene som van 175 frank voor begrafeniskosten ; het laatste lid van artikel 3 is van toepassing op deze vergoeding ;

2° Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — eener lijfrente gelijkstaande met 50 t. h. van het jaarlijksche loon.

Dit kapitaal wordt toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen :

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval werd voltrokken ;

B. Aan de wettige kinderen, vóór

conçus avant l'accident, pour autant qu'ils soient âgés de moins de 16 ans, et aux enfants naturels, dans les mêmes conditions d'âge, pourvu qu'ils aient été reconnus avant l'accident, ou, si la reconnaissance est postérieure, qu'ils soient nés ou conçus avant l'accident;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux ascendants;

D. Aux frères et sœurs âgés de moins de 16 ans;

E. A défaut d'ayants droit rentrant dans les catégories ci-dessus, la somme qui leur revenait devra être versée à la Caisse centrale d'accidents du travail.

La victime ou ses ayants droit peuvent demander que le tiers au plus de la valeur de la rente viagère leur soit payé en capital.

Le juge statuera au mieux de l'intérêt des demandeurs, après que le chef d'entreprise aura été entendu ou dûment appelé.

En cas d'incapacité permanente partielle, le juge peut aussi, dans les mêmes formes, à la demande de tout intéressé, ordonner que la valeur de la rente soit intégralement payée en capital à la victime, lorsque les arrérages annuels ne s'élèvent pas à cent francs.

La valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal et préalablement soumis à l'avis de la Commission des accidents du travail.

Art. 7bis. — En cas de décès, les ayants droit pourront exiger la présence de leur médecin et de leur avocat-conseil aux recherches des médecins légistes et du Parquet. Celui-ci n'aura, en aucun cas, le

het ongeval geboren of ontvangen, voor zoover zij den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, en aan de onechte kinderen die aan dezelfde vereischten van ouderdom voldoen, mits zij vóór het ongeval werden erkend, of, indien de erkenning later geschiedde, zijn geboren of ontvangen vóór het ongeval;

C. Aan de kleinkinderen beneden de 16 jaren, alsmede aan de bloedverwanten in de opgaande lijn;

D. Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaren.

E. Bij gemis van rechthebbenden, tot bovenvermelde groep behorende, moet de hun toekomende som worden gestort in de Centrale Kas voor arbeidsongevallen.

Het slachtoffer of zijne rechthebbenden mogen vragen dat ten hoogste een derde van de waarde der lijfrente hun als kapitaal worde uitbetaald.

De rechter doet, na het hoofd van onderneming te hebben gehoord of behoorlijk opgeroepen, uitspraak naar het beste belang der eischers.

Ingeval van gedeeltelijke bestendige arbeidsonbekwaamheid, kan de rechter eveneens, op dezelfde wijze, op verzoek van elken belanghebbende, bevelen dat de waarde der rente aan het slachtoffer geheel zal worden uitbetaald als kapitaal, wanneer de jaarlijksche kroozen honderd frank niet bereiken.

De waarde der lijfrente wordt berekend overeenkomstig een tarief, bij koninklijk besluit goedgekeurd en vooraf onderworpen aan het advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen.

Art. 7bis. — Ingeval van overlijden, kunnen de rechthebbenden eischen dat hun geneesheer en hun advocaat-raadsman aanwezig zijn bij de onderzoekingen gedaan door de geneesheeren voor rechtzaken en

droit de tenir à l'écart les mandataires des sinistrés.

Art. 8. — Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend de la rémunération effective allouée à l'ouvrier en vertu du contrat, pendant l'année qui a précédé l'accident, dans l'entreprise où celui-ci est survenu.

Pour les ouvriers occupés depuis moins d'une année dans l'entreprise, le salaire doit s'entendre de la rémunération effective qui leur a été allouée, augmentée de la rémunération moyenne allouée aux ouvriers de la même catégorie pendant la période nécessaire pour compléter l'année.

Lorsque l'entreprise ne comporte qu'une période habituelle de travail inférieure à une année, le calcul de l'indemnité s'opère en tenant compte tant du salaire alloué pour la période d'activité que du gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

En ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers, âgés de moins de 23 ans, le salaire de base, en cas de dépréciation partielle ou totale permanente ou de mort, sera calculé sur celui d'un ouvrier formé de même catégorie professionnelle et ne sera jamais inférieur à 1,200 fr. par an.

Le salaire quotidien moyen s'obtient en divisant par 365 le chiffre du salaire annuel déterminé conformément aux dispositions qui précèdent. Pour les industries saisonnières, le salaire quotidien sera considéré comme pouvant être gagné annuellement pendant 290 jours.

het Parket. In geen geval heeft het Parket het recht de gemachtigden van hen, die schade hebben geleden, ter zijde te stellen.

Art. 8. — Onder het loon dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der vergoedingen wordt verstaan het werkelijke loon dat, ingevolge de overeenkomst, den arbeider werd toegekend gedurende het jaar dat aan het ongeval voorafging, in de onderneming waarbij het zich voordeed.

Betreft het arbeiders die sedert minder dan één jaar bij de onderneming werkzaam zijn, dan wordt onder loon verstaan het hun toegekende werkelijk loon, verhoogd met het gemiddelde loon dat aan arbeiders van dezelfde soort wordt toegekend gedurende het tijdperk noodig voor het volledig maken van het jaar.

Geldt het eene onderneming waarin de gewone werktijd minder dan één jaar duurt, dan wordt, voor de berekening van de vergoeding, gelet zoowel op het loon toegekend voor den eigenlijken werktijd als op de verdienste des arbeiders gedurende het overige gedeelte van het jaar.

Betreft het leergasten, alsmede arbeiders die den ouderdom van 23 jaren niet hebben bereikt, dan wordt, ingeval van gedeeltelijk of geheel verlies van arbeidskracht of van dood, het tot grondslag genomen loon berekend naar dit van een afgericht arbeider derzelfde beroepsgroep; het mag nooit beneden 1,200 frank 's jaars blijven.

Om het gemiddelde dagloon te berekenen, deelt men door 365 het cijfer van het jaarlijksch loon, overeenkomstig de vorige bepalingen vastgesteld. Voor de aan het jaargetijde eigen nijverheidsbedrijven, wordt het dagelijksch loon beschouwd als kunnende ieder jaar gewonnen worden gedurende 290 dagen.

Art. 8bis — Afin de faciliter aux victimes la fixation du salaire de base, les chefs d'entreprise sont tenus de remettre à leurs ouvriers un carnet de paie, sur lequel seront inscrits les salaires gagnés par ceux-ci.

Art. 10. — Les allocations déterminées aux articles qui précèdent sont à charge exclusive du chef d'entreprise.

L'assurance est obligatoirement réalisée par des caisses communes de prévoyance ou par la caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail. L'organisation du service médical et du règlement des sinistres dans les caisses communes, sera confiée à une commission composée mi-partie de délégués de la caisse commune, mi-partie de délégués désignés par la population ouvrière assurée.

Art. 10bis. — Pour constituer une caisse commune, il faut au moins 5 patrons occupant ensemble au moins 5,000 ouvriers.

Art. 17. — Seront agréées aux fins de la présente loi, les caisses d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise.

Art. 17bis. — Le gouvernement chargera la Caisse d'Épargne d'organiser la Société nationale d'assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10.

Art. 27, alinéa 1. — L'ouvrier ou ses ayants droit ont toujours la faculté d'assigner directement le

Art. 8bis. — Ten einde aan de slachtoffers de bepaling van het tot grondslag strekkende loon te vergemakkelijken, zijn de hoofden van onderneming verplicht aan hunne werklieden een loonboekje af te geven, waarin het door dezen gewonnen loon wordt opgeschreven.

Art. 10. — De in bovenstaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

De verzekering wordt op verplichtende wijze tot stand gebracht door gemeene voorzorgskassen of door de Nationale kas van verzekering tegen arbeidsongevallen. De inrichting van den geneeskundigen dienst en van de regeling der ongevallen bij de gemeenschappelijke kassen wordt toevertrouwd aan eene commissie, samengesteld voor de helft uit afgevaardigden van de gemeenschappelijke kas, voor de andere helft uit afgevaardigden aangewezen door de verzekerde arbeidersbevolking.

Art. 10bis. — Tot oprichting van eene gemeenschappelijke kas, zijn er ten minste 5 patroons noodig bij wie ten minste 5,000 arbeiders werkzaam zijn.

Art. 17. — Met het oog op deze wet, worden toegelaten de kassen van verzekering tegen ongevallen, door de hoofden van onderneming ingesteld.

Art. 17bis. — De Regeering zal de Spaarkas belasten met het oprichten van de bij artikel 10 voorziene Nationale maatschappij van verzekering tegen arbeidsongevallen.

Art. 27, 1^{ste} lid. — De werkman of zijne rechtverkrijgenden kunnen altijd een eisch rechtstreeks in-

chef d'entreprise, sauf le droit de celui-ci de mettre l'assureur en cause.

Art. 29, alinéa 2. — Les jugements allouant des indemnités temporaires ou viagères seront exécutoires par provision, nonobstant l'appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu d'accorder une rente dont le capital est exigible, le juge restreindra l'exécution provisoire au paiement des arrérages.

ART. 2.

Sont abrogés les articles 2, 3, 11, 14 à 16, 20, 33 à 38, 40.

stellen tegen het hoofd van onderneming; behoudens het recht voor dezen den verzekeraar in de zaak te betrekken.

Art. 29, 2^e lid. — De vonnissen, waarbij tijdelijke vergoedingen of vergoedingen voor 't leven worden toegekend zijn uitvoerbaar bij voorraad, ondanks hooger beroep en zonder dat het noodig zij zekerheid te stellen. Is er echter grond voor de toekenning eener rente waarvan het kapitaal kan gevorderd worden, dan beperkt de rechter de voorlopige uitvoering tot de betaling van de achterstallige kroozen.

ART. 2.

Worden ingetrokken de artikelen 2, 3, 11; 14 tot 16, 20, 33 tot 38, 40.

Jules MANSART.

René BRANQUART.

Henri LÉONARD.

D. MAROILLE.

Léon TROCLET.